



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2639
1er mars 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Ford, Ascoval, PSA...

Contre la logique capitaliste,



nos intérêts de travailleurs!

Chômeurs

**Les indemnités
menacées**

Page 4

PSA

**Bénéfices en hausse,
prime trompe-l'oeil**

Page 12

Algérie

**Manifestations
massives**

Page 8

Ascoval, Ford, PSA... contre la logique capitaliste, nos intérêts de travailleurs

« Il faudrait faire payer l'impôt à tous, y compris aux plus modestes », a proposé la ministre de la Cohésion des territoires, Jacqueline Gourault. Le gouvernement a aussitôt démenti, mais un de ses représentants aura à son tour joué sa petite musique contre les plus pauvres. Quelques jours plus tôt, Edouard Philippe avait expliqué qu'il faudrait exiger des « contreparties » en échange du RSA, comme si les bénéficiaires des aides sociales étaient de bienheureux profiteurs. Dans la même veine, Gourault pointe du doigt les travailleurs non imposables sur le revenu qui n'auraient pas « le sens de l'impôt » !

Il fallait oser ce mensonge grossier, alors que même les smicards, les précaires, les chômeurs ou les retraités au minimum vieillesse payent la TVA, l'impôt le plus inégalitaire qui soit, puisqu'il est au même taux pour tous, milliardaires comme ouvriers.

Inspirées par leur chef, les troupes de Macron savent désigner les plus modestes comme des irresponsables auxquels il faudrait inculquer le sens du bien commun. Et elles rivalisent d'imagination pour proposer de nouvelles façons de présenter l'addition aux classes populaires, au nom de la justice sociale. Pour ce gouvernement comme pour ses prédécesseurs, tout est envisageable, sauf s'en prendre aux capitalistes, aux véritables fabricants du chômage et de la pauvreté.

Ces derniers jours, des annonces de fermetures d'entreprises se sont succédé dans le pays. À Blanquefort, près de Bordeaux, c'est Ford qui confirme la fermeture de son usine et laisse 800 travailleurs sur le carreau, sans compter ceux des sous-traitants. Dans l'Est, PSA veut transférer sa production d'Hérimoncourt à Vesoul, à plus de 80 km de là, menaçant les emplois de 200 ouvriers en CDI et 30 intérimaires. Ce sont autant de catastrophes pour des centaines de familles de travailleurs.

« Ces gens-là jouent avec les vies de 280 personnes », s'est exclamé un ouvrier de l'aciérie Ascoval à Saint-Saulve, dans le Nord. Il commentait l'annonce par le repreneur Altifort qu'il n'avait pas les fonds nécessaires pour remettre l'activité en route. C'est le trust Vallourec, riche à milliards, qui s'était débarrassé de l'aciérie en 2017. Du ministre Bruno Le Maire au président de la région Xavier Bertrand, tous avaient parlé

de l'injustice de cette fermeture et même de l'irresponsabilité de Vallourec.

Aux mensonges des capitalistes pour justifier les fermetures d'usines succèdent les mensonges des dirigeants politiques, justifiant leur impuissance par de prétendues réalités économiques, la concurrence ou les décisions de groupes privés. Ceux-là, il n'est jamais question de les contraindre à quoi que ce soit ! Les politiciens, si prompts à menacer les chômeurs et les bénéficiaires d'aides sociales qui ne permettent que de survivre, n'ont exigé aucune contrepartie aux centaines de millions d'euros que l'État a versés à Vallourec au fil des ans, en prétendant sauver les emplois et l'usine.

Oui, dans sa course au profit, le grand capital ne tient pas compte de la vie des familles ouvrières qu'il condamne, des régions où toute la vie sociale se dégrade quand le travail disparaît. Les travailleurs n'ont que leur salaire pour vivre et ils n'ont la main sur aucune des décisions qui affectent toute leur vie. Le pouvoir d'achat, les contraintes et la durée du travail, l'organisation de la vie de famille, rester dans une région ou en partir faute d'emploi : toute notre vie dépend des intérêts d'une poignée de grands actionnaires.

Cette logique n'écrase pas seulement la classe ouvrière. Les petits commerçants d'Hérimoncourt, qui ont baissé le rideau et manifesté aux côtés des travailleurs de PSA contre la fermeture de l'usine, le savent. Ils dépendent du pouvoir d'achat des travailleurs et sont bien souvent sous la coupe des banques et des fournisseurs. Et parmi les agriculteurs, auprès desquels Macron est allé faire son show à l'ouverture du Salon de l'agriculture, combien ne vivent pas de leur travail, pris en tenaille entre les prêts bancaires d'un côté et la grande distribution de l'autre ?

Dans ce capitalisme en crise, la grande bourgeoisie intensifie l'exploitation pour maintenir ses profits. Elle continuera à tirer les travailleurs en arrière s'ils n'organisent pas la riposte. Les travailleurs sont au centre de la production et font fonctionner toute la société. Ils peuvent imposer leur contrôle à ces grands groupes, dont les décisions conditionnent le droit à l'existence des classes populaires. Oui, les travailleurs ont les moyens de contester la domination du grand capital, qui menace l'avenir de toute la société.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Arrêts maladie : non au jour de carence obligatoire 3

Impôt pour tous : le mépris total dégoûline 3



Chômeurs : les indemnités menacées 4

Des contrôles insupportables 4

Macron en maraude : honte de rien 4

Djihadistes français : sous-produit des guerres impérialistes 5



Vente d'armes : le client est roi 5

Gilets jaunes : garde à vue et fichage 5

Macron au Salon : président des riches... agriculteurs 6



Espérance de vie : mieux vaut être riche et en bonne santé 6

Migrants : les bateaux de la honte 7



Centres de rétention : de plus en plus inhumains 7

Fraude fiscale : UBS condamné... mais pas près de payer 7

DANS LE MONDE

Algérie : une candidature qui déclenche la colère 8

Les partis d'opposition face à la contestation 8

Haïti : le pays bloqué par l'opposition au président 9

Brexit : la rhétorique change, pas le contenu 10

Mille milliards de dollars : le cash du siècle (pour l'instant) 10

Venezuela : l'impérialisme américain poursuit son offensive 16

IL Y A CENT ANS

1918-1919 : la grippe espagnole, produit de la guerre 11

ENTREPRISES

PSA 12



PSA - Hérimoncourt 12

Ford - Blanquefort 12

Hôpital de Bicêtre Val-de-Marne 13

Nos lecteurs écrivent 13

Derichebourg - Toulouse 14

Caisse d'allocations familiales : situation désastreuse 14

Ascoval - Saint-Saulve 14

Ehpad - Bavilliers 15



LUTTE OUVRIÈRE

Notre liste aux élections européennes 16

Arrêts maladie : **non au jour de carence obligatoire!**

La mission mise en place en septembre dernier par Édouard Philippe, afin de proposer des mesures qui permettent de diminuer les dépenses liées aux arrêts de travail et aux maladies professionnelles, a remis son rapport le 20 février. En premier lieu, elle propose l'instauration pour tous les travailleurs d'un jour de carence non indemnisé en cas d'arrêt maladie.

Actuellement, trois jours de carence existent pour les salariés du privé, mais pour 70% d'entre eux, la perte de salaire est compensée. La compensation du premier jour serait donc interdite.

Lorsque le gouvernement avait rétabli, au 1^{er} janvier 2018, le jour de

carence pour les fonctionnaires, mis en place par Sarkozy et supprimé par Hollande, il évoquait déjà l'exigence d'égalité avec les salariés du privé. C'est toujours au nom de l'égalité que le rapport préconise maintenant d'amputer l'indemnisation des salariés

du privé, tout en reconnaissant d'ailleurs que cela ne permettrait pas forcément de faire des économies, les salariés prenant dans ce cas moins d'arrêts de travail, mais sur des périodes plus longues.

Le rapport évoque aussi la mise en place du télétravail pour remplacer certains arrêts maladie, le plafonnement des indemnités, ou la mise en place d'un forfait qui, sous prétexte de simplifier le calcul des indemnités journalières, pénaliserait les salariés. Il y est aussi question d'augmenter les pressions sur les

médecins soupçonnés de prescrire trop d'arrêts maladie, en leur soumettant les chiffres de leurs confrères.

Pour tenter de faire passer toutes ces pilules amères, les rédacteurs proposent aussi d'autres mesures censées être favorables aux travailleurs. Mais l'objectif reste clairement de pénaliser financièrement ceux que leur état de santé contraint à s'arrêter.

Pourtant, si le nombre d'arrêts de travail augmente – il est passé de 13,5 à 17 jours par an en moyenne en dix ans – c'est lié à l'aggravation des conditions de

travail, avec notamment des maladies du dos et des rhumatismes, ainsi qu'au relèvement de l'âge de la retraite : 42,7% des arrêts longs seraient pris par des salariés de 50 ans et plus.

Alors, que ce soit au nom d'une meilleure prise en compte de l'indemnisation des salariés les plus précaires ou de l'égalité supposée entre salariés du privé et du public, l'unique objectif de ce rapport est de faire des économies, aux dépens de la santé de l'ensemble des salariés.

Hélène Comte

Impôt pour tous : le mépris social dégoûline

Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, a déclaré le 24 février au *Journal du dimanche* que « chacun devrait contribuer à l'impôt sur le revenu à la hauteur de ses moyens [...] y compris les plus modestes, même un euro ».

Si elle a été démentie par Édouard Philippe, qui ne veut surtout pas de vagues en plein grand débat et alors que les gilets jaunes continuent de manifester, Gourault reprenait une idée déjà lancée en décembre dernier par une députée LREM. Avant elles, Le Maire, Fillon et d'autres politiciens avaient, eux-aussi, réclamé que « tous les Français sans exception paient l'impôt ». Pour ces gens-là, bourgeois bien pensants aux comptes bancaires bien garnis, faire payer à tous un impôt sur le revenu « même symbolique » serait un moyen « de rétablir le sens de l'impôt » ou de « recréer du lien civique ». Il faut un mépris de classe sans limite vis-à-vis des plus modestes pour oser formuler une telle proposition.

D'abord même les plus pauvres paient des impôts. Ils paient la TVA, y compris quand ils achètent de la nourriture ou quand ils

paient leur électricité ou leur gaz. La TVA représente la moitié des recettes fiscales de l'État. Tous les salariés, et une grande partie des retraités, paient encore la CSG, deuxième impôt avec 100 milliards d'euros par an. Ces impôts, parce qu'ils ont un taux uniforme, parce que les classes populaires n'ont aucun moyen d'y échapper, sont les plus injustes. Faire semblant d'ignorer cette réalité en stigmatisant les pauvres « qui ne paient pas d'impôt », est une première ignominie.

Mais le mépris social des Gourault, Le Maire, Philippe ou Macron est encore plus profond. Pour eux les pauvres sont toujours des grands enfants pour qui on « dépense un pognon de dingue » mais « qui déconne » et qu'il faut donc éduquer et dresser. Il y a quelques jours, Édouard Philippe s'était dit favorable à la mise en



place de « contreparties, d'activités d'intérêt général » en échange des aides sociales comme le RSA. Il a immédiatement trouvé le soutien de Wauquiez, président de LR et de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui a fait de la lutte contre « l'assistanat » l'un de ses fonds

de commerce. Wauquiez a proposé que sa région soit pilote pour imposer aux bénéficiaires du RSA de travailler dans des maisons de retraite ou d'entretenir des espaces verts. Encore un effort et ces gens-là proposeront d'enfermer les pauvres exclus d'un emploi

salarié à cause des licenciements dans des « maisons de travail » comme dans la Grande-Bretagne des 18^e et 19^e siècles!

À l'inverse, ces représentants des riches et du grand patronat ne trouvent jamais que l'État verse trop d'aides aux entreprises, même quand toutes les études démontrent que ces subventions, comme le CICE à 40 milliards cette année, ne créent pas le moindre emploi. Aucun capitaliste n'a été contraint de rembourser les aides publiques même après qu'il a froidement décidé de fermer une usine en jetant des centaines ou des milliers de travailleurs à Pôle emploi. Face au refus de Ford de vendre son usine de Blanquefort à un repreneur, le ministre Le Maire crie à la trahison mais il se couche.

Serviles devant les puissants, débordant de mépris à l'égard des travailleurs et des plus pauvres, tous ces politiciens sont bien à l'image de la classe de privilégiés dont ils défendent les intérêts.

Xavier Lachau

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Metz

Dimanche 3 mars à partir de 11 h 30
CALP de Metz Plantières - 2A, rue Monseigneur-Pelt
Débat avec Jean-Pierre Mercier à 16 heures

Saint-Nazaire

Samedi 9 mars à partir de 16 heures
Alvéole 12 de la Base sous-marine
Meeting avec Jean-Pierre Mercier à 19 h 30

Beauvais

Dimanche 10 mars à partir de 11 heures
Espace Argentine - 15, rue du Morvan
Meeting avec Nathalie Arthaud à 12 heures



Chômeurs : les indemnités menacées

Mercredi 20 février, les négociations entre organisations patronales et syndicales au sujet de l'assurance chômage ont abouti à un échec. Le gouvernement doit maintenant reprendre la main et pourrait réformer par décret.

Dans sa lettre de cadrage, il avait fixé l'objectif de 3,9 milliards d'euros d'économies en trois ans. Macron avait aussi affirmé sa volonté d'appliquer une promesse de campagne : la pénalisation des entreprises utilisant des contrats courts, par un système de bonus-malus sur les cotisations patronales.

Les CDD se multiplient et

sont de plus en plus courts, un tiers d'entre eux ne durant qu'une seule journée. Les mesures prises dans le passé, en limitant le nombre de contrats successifs ou leur durée cumulée, n'ont pas empêché les patrons de recourir à toutes sortes d'emplois précaires pour adapter leurs effectifs à leurs besoins. Quand bien même elles sont respectées,

ces règles ne protègent pas les travailleurs, contraints au chômage avant de retrouver un emploi toujours aussi précaire.

Le gouvernement a commencé à parler de diminuer l'indemnisation des chômeurs les mieux payés, en particulier des cadres. Les contrôles, afin de supprimer l'indemnisation de ceux qui sont considérés comme ne recherchant pas assez activement un emploi, ont déjà été renforcés.

Les syndicats accusent le gouvernement et le patronat de ne pas jouer le

jeu du paritarisme, c'est-à-dire la gestion de l'assurance chômage par des négociations entre patronat et syndicats. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement impose sa politique de cette façon. Ainsi, c'est sous la présidence de Mitterrand, en 1982, que le gouvernement Mauroy, comprenant des ministres du PCF, décréta la diminution de l'indemnisation des chômeurs.

Mais pour les travailleurs, la question n'est pas de savoir si le prétendu dialogue social a été

respecté. Le fait de gérer les caisses de l'Unedic en collaboration avec les patrons amène les dirigeants syndicaux à accepter, pour maîtriser les budgets, des indemnités restreintes, des contrôles accrus. Avec ou sans l'accord des directions syndicales ou de certaines d'entre elles, quelles que soient les mesures décidées par le gouvernement, elles viseront à restreindre les droits des chômeurs et à faire des économies à leurs dépens.

Hélène Comte

Des contrôles insupportables

Depuis plusieurs semaines, des réactions de colère de travailleurs au chômage ont éclaté, en particulier face à la multiplication des courriers les menaçant de radiation de Pôle emploi et de suppressions d'allocations.

Après des actions devant des agences de Pôle emploi de Saint-Étienne en janvier, la plate-forme de Pôle emploi spécialisée dans le contrôle des chômeurs à Chantepie près de Rennes a été envahie le 15 février. Vendredi 22 février, de nouvelles actions ont eu lieu devant des sites de Pôle emploi dans le 18^e arrondissement de Paris, à Toulouse, à Lyon, à Besançon.

Le mécontentement se cristallise contre le décret passé en catimini par le gouvernement entre Noël et le Nouvel An. Il augmente les possibilités de supprimer tout ou partie de l'indemnisation des chômeurs en cas de « *manquement à l'obligation de recherche active d'emploi* ». En plus de

l'obligation de tenir à jour sur Internet un carnet de recherche d'emploi, les chômeurs ne pourront plus refuser une offre d'emploi en faisant référence au montant de leur ancien salaire. Au deuxième refus d'une offre, les sanctions financières iront d'un mois de perte à la suppression totale de toute indemnisation. Le risque est de voir toujours plus de chômeurs perdre toute allocation.

Pour imposer cette généralisation de la chasse aux chômeurs que bien des conseillers de Pôle emploi refusent, le contrôle des chômeurs va être concentré dans des équipes spécialisées sous l'autorité des directeurs régionaux de Pôle emploi. Alors que

4 000 postes de conseillers occupés à accompagner les chômeurs doivent être supprimés d'ici 2020, le gouvernement a prévu au contraire d'augmenter les effectifs des contrôleurs à plus de 1 000 d'ici l'année prochaine.

Limitées, les actions des chômeurs regroupent pour l'instant surtout des militants d'association d'aides aux chômeurs, des militants syndicaux et aussi des gilets jaunes. Mais c'est l'intérêt de toute la classe ouvrière de se mobiliser contre les menaces de suppressions massives des allocations chômage et le basculement vers la misère qui en découle.

Les attaques contre les chômeurs font partie d'une offensive d'ensemble contre le monde du travail, visant à rendre les travailleurs corvéables à merci pour des salaires dérisoires. La situation nécessite non seulement d'interdire les licenciements, mais aussi de répartir le travail entre tous les bras disponibles tout en imposant le maintien des salaires.

Gilles Boti

Chantage patronal

Roux de Bézieux, le président du Medef, ne veut pas que les entreprises soient taxées sur les contrats de travail courts qu'elles imposent de plus en plus. Il pratique le chantage patronal habituel : si ces contrats de travail sont taxés, « *à la place les entreprises feront malheureusement appel à d'autres formes de travail : autoentrepreneurs, travail au noir...* ». Autrement dit, si on ne peut pas voler légalement les travailleurs, on les volera tout court!

L.D.



Macron en maraude : honte de rien !

Macron humblement agenouillé devant la tente d'un sans-abri sur un trottoir parisien, Macron en jeans et blouson, discutant d'égal à égal avec une personne sans domicile, Macron le regard fatigué mais attentif, au côté des « *écoutants* » du Samu social de Paris : voilà quelques-unes des photos qui ont opportunément circulé... sur le compte Instagram de la photographe officielle de l'Élysée.

C'est ainsi que le public a appris « *tout à fait par hasard* » que le président avait participé à une maraude du Samu social le 18 février, « *sans télévision ni publicité* » a commenté, sans rire, une députée de La République en marche ! Elle en a été tellement émue qu'elle a immédiatement tweeté : « *Pas d'arrogance, mais du respect et de l'attention* ».

Macron, comme ses prédécesseurs, affirmait pendant sa campagne ne plus vouloir de gens contraints à dormir dehors. Mais pas question de mettre en œuvre une politique en accord avec ces belles déclarations, ne serait-ce que la réquisition des bâtiments vides appartenant à de grandes entreprises. Et la politique de guerre aux travailleurs de Macron augmentera fatalement le nombre de personnes à la rue. Le dernier recensement effectué à Paris a d'ailleurs enregistré une hausse de 10% du nombre de sans-abri.

Dans sa tentative de faire oublier son mépris pour les classes populaires, Macron ne parvient qu'à franchir un degré supplémentaire dans l'indécence.

Nadia Cantale



Djihadistes français : sous-produit des guerres impérialistes

En visite à Paris le 25 février, le président irakien a annoncé à Macron la nouvelle qu'il voulait entendre : les treize ressortissants français combattants de Daech remis par les forces kurdes à l'Irak seront jugés sur place. L'État français n'aura donc pas à se poser le problème de leur rapatriement, ni celui de leur jugement.

Mais il resterait plusieurs dizaines d'autres combattants, des épouses, des veuves et des dizaines d'enfants, la plupart très jeunes, dans les prisons et les camps d'internement tenus par les forces kurdes en Syrie. En théorie la diplomatie française s'occupe de tous ses ressortissants détenus à l'étranger, quels que soient les accusations ou les jugements dont ils font l'objet. Elle est même censée obtenir que les citoyens français purgent leur peine en France et, naturellement, devrait travailler à leur éviter la peine de mort. Mais tous ces principes démocratiques ne valent plus en l'espèce.

Le sénateur LR Retailleau l'explique très simplement en affirmant « qu'il ne s'agit pas de Français, mais de criminels de

guerre ». Outre le fait qu'il est honteux d'étendre cette définition aux enfants, Retailleau devrait savoir qu'on peut très bien être les deux à la fois. Les criminels de guerre français ne manquent pas, ne serait-ce que dans l'histoire récente des nombreuses guerres coloniales, en Indochine, en Algérie, en Afrique...

La France a une large part de responsabilité dans l'apparition puis le renforcement de ces criminels-là, ceux de Daech. Elle fait partie des grandes puissances qui, avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont depuis plus d'un siècle présidé à la division du Moyen-Orient, à la mise en place et au soutien des dictatures, à la permanence puis au renforcement de l'influence des religieux les plus obscurantistes. Les puissances

occidentales sont intervenues à chaque fois qu'elles l'ont jugé bon dans la vie de ces pays, faisant et défaisant les gouvernements, finançant des groupes armés et des coups d'État, envoyant leurs troupes bombardier et occuper, jusqu'à raser des régions entières.

Daech est apparu, appuyé, financé et armé par le Qatar et l'Arabie saoudite grands alliés de la France, pour tenter de contrer le pouvoir syrien, à partir de 2011. Les services français ne devaient rien ignorer des activités de Daech à l'époque, parmi la nébuleuse des groupes qui combattaient le pouvoir syrien sous les encouragements occidentaux. Mais la guerre a tourné autrement que ne le prévoient les apprentis sorciers en cravate. La spirale de violence alla jusqu'à susciter des vocations terroristes et des attentats au cœur même des pays impérialistes, au prix de centaines de victimes. Daech passa alors du rôle de créature manipulable à celui de repoussoir universel.



Un soldat français dans les rues de la ville irakienne de Sinjar totalement détruite.

Puis, au travers de multiples retournements d'alliances, on en est arrivé à la situation d'aujourd'hui. Les forces kurdes, lâchées par les Américains, ne peuvent plus garder leurs prisonniers européens membres de Daech et leurs familles. Leur pays d'origine n'en veulent pas, même pas pour les condamner, et ne veulent

surtout pas reconnaître leur responsabilité.

Comme toujours, les tristes combines des puissants de ce monde, décidées à Paris, Londres ou Washington, retombent en définitive sur les peuples, subissant tour à tour la terreur de Daech et celle des bombardements.

Paul Galois

Vente d'armes : le client est roi

Le gouvernement français vient de demander à l'Allemagne d'assouplir sa décision de geler les exportations d'armes en Arabie saoudite.

Le ministre des Affaires étrangères allemand avait annoncé cette décision en octobre 2018, suite à l'assassinat du journaliste saoudien Khashoggi en Turquie, dans le contexte de la guerre conduite par l'Arabie saoudite au Yémen, où des armes, des bombes et des avions de fabrication européenne sont utilisés.

Macron avait répliqué en traitant cette décision du gouvernement allemand de pure démagogie, ce qui est en partie vrai. Tout d'abord parce que le ministre des Affaires étrangères allemand est social-démocrate, au sein d'un gouvernement de coalition avec les conservateurs. Il cherche à regagner une popularité pour son parti et à se distinguer de la droite. D'autre part, l'Allemagne est devenue le cinquième exportateur d'armes et une partie au moins sont destinées aux pays du Moyen-Orient. Certaines sont utilisées par exemple dans la guerre de l'armée turque contre les Kurdes. De plus la position du gouvernement

n'implique pas que les fabricants allemands perdent des contrats, car ils peuvent continuer à vendre en se servant de leurs filiales à l'étranger. Mais néanmoins justifier les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, dictature criminelle qui assassine le Yémen, relève d'un cynisme certain de la part du gouvernement français.

Mais l'Arabie saoudite est le deuxième plus gros client des marchands de canons français. La destruction d'un pays ne pèse pas devant des contrats de plusieurs milliards pour les capitalistes de l'armement.

Au côté de la France, l'Espagne et le Royaume-Uni agissent pour continuer les ventes à l'Arabie saoudite. Le directeur de l'exécutif d'Airbus, qui produit certains avions et hélicoptères de combat pour l'Arabie saoudite, comme d'autres industriels, fulmine car les différentes sociétés concernées ont besoin de pièces produites en Allemagne pour pouvoir achever la production. Ainsi le gouvernement

britannique accuse son homologue allemand de manquer de loyauté.

À ce tableau s'ajoutent les projets de collaboration européenne pour la défense, projets mis à mal par la position allemande. Bruno Le Maire l'exprime directement : « Il ne sert à rien de produire des armes par le biais d'une collaboration entre la France et l'Allemagne si nous ne sommes pas prêts à exporter. »

La logique commerciale est implacable, même lorsqu'il s'agit d'assassiner des populations entières.

Inès Rabah



Gilets jaunes : garde à vue et fichage

Le syndicat de la Magistrature a dénoncé une note interne du procureur de Paris visant à utiliser largement la garde à vue de gilets jaunes pour les empêcher de manifester. En effet, cette note préconise de ne lever les gardes à vue que « le samedi soir ou [le] dimanche matin, afin d'éviter que les intéressés grossissent à nouveau les rangs

des auteurs de troubles ». Et cela même si les faits reprochés sont infimes ou inexistantes et destinés à être classés sans suite.

Sans plus de scrupules, le procureur ordonne l'inscription des mêmes interpellés sur le fichier de traitement des antécédents judiciaires, là encore, même si les dossiers sont classés sans suite.

À ce jour, la répression policière a déjà blessé 198 personnes à la tête, éborgné 21 manifestants et cinq manifestants ont eu la main arrachée. Cette répression ne parvenant pas à dissuader les gilets jaunes de descendre dans la rue, l'appareil d'État, tant policier que judiciaire, fait feu de tout bois.

Christian Bernac

Macron au Salon : **président des riches... agriculteurs**

Macron, lors de son marathon dans les allées du Salon de l'agriculture, s'est présenté comme soucieux des intérêts des agriculteurs. Il a vanté les effets de la PAC (politique agricole commune) de l'Union européenne, qui les soutiendrait face à la concurrence, ou de la nouvelle loi Alimentation, qui les protégerait des appétits des industriels et de la grande distribution. Mais dans ce secteur de l'économie comme dans les autres, toutes les mesures profitent essentiellement et avant tout aux plus riches.

La répartition des aides versées au titre de la PAC est particulièrement inégalitaire et bénéficie aux agriculteurs les plus puissants, les plus riches, véritables capitalistes de la terre. En Charente-Maritime, par exemple, 33 sociétés touchent plus de 100 000 euros chacune alors que le quart des 5 200 bénéficiaires touchent moins de 6 200 euros. En Gironde, la région du Bordelais, le quart des 4 000 bénéficiaires touchent moins de 3 500 euros alors que cinq gros producteurs de vin reçoivent plusieurs millions chacun.

Les industriels de la filière agroalimentaire s'octroient eux aussi, et même plus encore que les précédents, la part du lion. Pour l'année 2016 en France, c'est le trust Lactalis, premier groupe laitier mondial, qui a touché le plus d'aides, avec 21,5 millions d'euros. Ces sommes lui ont été versées pour l'aider à stocker de la poudre de lait, sous prétexte de soutenir le cours du lait.

À l'autre bout de la chaîne, les petits agriculteurs ne vivent guère mieux que les ouvriers agricoles durement exploités par ces capitalistes de la terre et de

l'industrie agroalimentaire. Et ceci malgré les aides versées, qui, même si elles sont minimes, peuvent constituer une part importante de leurs revenus. Une étude de la Cour des comptes montre que les revenus de 20 % des agriculteurs ont baissé entre 2008 et 2015. Pour 30 % d'entre eux, ces revenus n'ont pas dépassé 9 500 euros par an. Les mauvaises années, plus d'un quart des exploitants agricoles ont même eu des revenus agricoles négatifs.

La dégradation de la situation des agriculteurs les plus en difficulté est illustrée par le triplement du nombre de bénéficiaires du RSA de 2010 à 2016. Pas étonnant que nombre d'entre eux aient rejoint les ronds-points des gilets jaunes en novembre et décembre 2018. En particulier les femmes retraitées de l'agriculture, dont 48 % doivent survivre avec moins de 500 euros par mois.

La loi Alimentation, votée en octobre 2018 et entrée en vigueur en février 2019, était censée venir en aide aux agriculteurs les plus en difficulté, en particulier les éleveurs laitiers en butte aux industriels du secteur

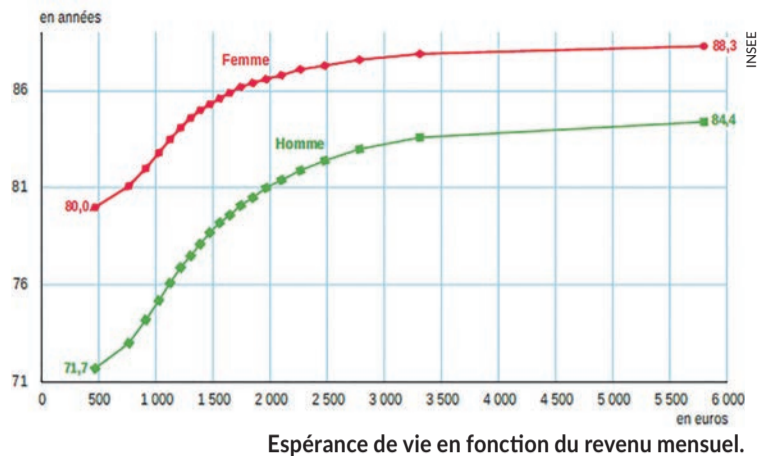
et à la grande distribution, qui leur imposaient des prix d'achat de leur lait ne couvrant même pas les frais de production.

La première mesure imposée par cette loi est le relèvement du prix minimal auquel les capitalistes de la grande distribution peuvent revendre les produits alimentaires. La conséquence immédiate a été une augmentation des prix des 100 produits les plus vendus : de 2,6 % en moyenne dans les supermarchés, et de 4 % en hypermarchés.

Mais du côté des agriculteurs, on est loin de voir une réelle amélioration. Certains producteurs de lait ont pu négocier leurs prix à la hausse. Mais cela va-t-il durer, et les prochaines négociations avec les industriels vont-elles être aussi favorables ? Rien n'est moins sûr, car ils ont bénéficié cette fois-ci d'un contexte particulièrement favorable : la sécheresse de l'été dernier a réduit la production européenne et fait monter les cours mondiaux. Quant aux agriculteurs des autres secteurs, céréales, viande, fruits et légumes, leurs négociations avec les capitalistes du secteur s'avèrent difficiles.

Voilà la réalité qui se cache derrière la belle vitrine du Salon de l'agriculture : des petits agriculteurs qui n'arrivent plus à vivre de leur travail, des aides qui vont aux capitalistes et aux plus gros du secteur, des lois qui font payer les consommateurs plutôt que de s'en prendre à la grande distribution.

Valérie Fontaine



Espérance de vie : **mieux vaut être riche et en bonne santé...**

Depuis plusieurs années, l'augmentation de l'espérance de vie a été mise en avant par les gouvernements pour justifier de nombreux mauvais coups, en particulier le recul de l'âge de départ en retraite. Mais non seulement l'espérance de vie dépend du milieu social, mais elle stagne en France depuis quatre ans.

En dehors de périodes de guerres, l'espérance de vie n'a pourtant cessé de progresser au 20^e siècle, gagnant en moyenne trente ans, en raison de l'amélioration de l'état sanitaire du pays et surtout des progrès médicaux majeurs, comme la vaccination ou l'utilisation d'antibiotiques.

Mais si la recherche médicale continue de progresser, ce n'est manifestement plus le cas de l'espérance de vie.

En effet, d'après le dernier bilan démographique de l'Insee, celle des hommes atteignait 79,2 ans en 2014 et n'a quasiment plus bougé depuis. Celle des femmes a légèrement diminué, passant de 85,4 à 85,3 ans.

L'espérance de vie dépend largement du niveau de vie. D'après l'étude de l'Insee, en dessous de 1 000 euros mensuels, elle est de 71,7 ans pour un homme alors qu'elle est de 84,4 ans à 6 000 euros, soit 13 ans d'écart. « Aux alentours de 1 000 euros par mois, 100 euros par mois sont associés à 0,9 an d'espérance de vie en plus chez les hommes, 0,7 an chez les femmes. »

Or, un épidémiologiste américain constate que « la montée de l'inégalité est la première cause de cette stagnation de l'espérance de vie » en soulignant qu'en France, malgré un accès aux soins encore supérieur à celui d'autres pays, « l'augmentation du nombre de pauvres va tirer l'espérance de vie vers le bas ».

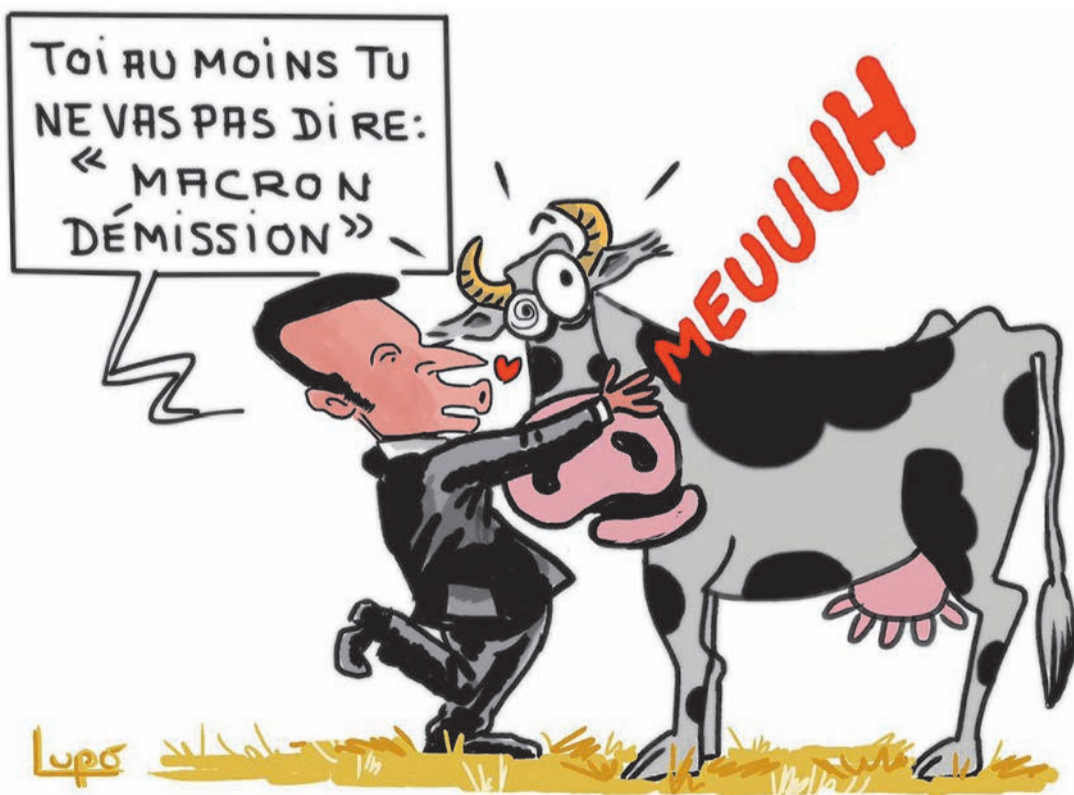
Ce n'est pas un phénomène propre à la France,

puisque aux États-Unis, l'espérance de vie a carrément chuté et ce recul frappe en particulier les classes populaires. En Grande-Bretagne, un démographe indiquait que « entre 1921 et 2011, l'espérance de vie a progressé d'environ un an tous les quatre ans, de façon relativement linéaire. Mais, depuis 2011, le ralentissement a été spectaculaire, jusqu'à la stagnation actuelle. » Il expliquait que : « Si plus de gens vivent sous le seuil de pauvreté, qu'on réduit les aides aux personnes âgées, que le budget du système de santé ne progresse pas, qu'il y a plus de sans-abri, peut-être qu'on ne devrait pas être surpris des conséquences. »

Un autre indicateur, celui de l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire sans incapacité affectant la vie quotidienne, montre la même évolution. Elle n'est en France que de 62,7 ans pour les hommes et de 64,1 ans pour les femmes, c'est-à-dire à peine supérieure à l'âge de départ en retraite. Elle n'atteint pas 60 ans pour les ouvriers et cet indicateur stagne lui aussi depuis dix ans.

Si de nombreuses raisons peuvent expliquer la stagnation de l'espérance de vie, voire son recul, il n'est pas étonnant que cela survienne au moment où la société consacre de moins en moins d'argent à la santé publique, se montre de moins en moins capable de financer un système de santé digne de ce nom. Cette évolution-là, c'est celle du capitalisme en crise.

Christian Bernac



Migrants : les bateaux de la honte

La France doit offrir six bateaux au gouvernement libyen, a annoncé Florence Parly, la ministre des Armées, jeudi 21 février, pour équiper les gardes-côtes chargés d'empêcher les migrants de traverser la Méditerranée vers l'Europe.

C'est sans doute une bonne affaire pour la société française Sillinger qui doit fournir ces hors-bords dans les prochains mois. C'est la première fois que le gouvernement français fournit ce genre d'aide à la Libye, imitant ainsi l'Italie qui aide depuis des années à équiper les gardes-côtes libyens. Et ce n'est qu'un volet de la coopération européenne avec la Libye, complétée par la formation des gardes-côtes libyens, et les entraves aux bateaux de sauvetages des ONG.

Cette politique européenne a effectivement fait diminuer le nombre de migrants arrivés en Italie depuis la Libye : ils n'ont été que 23 370 en 2018, soit 80,5 % de moins qu'en 2017, et 87,2 % de moins qu'en 2016.

Macron et les dirigeants européens ne peuvent pas ignorer que leur politique revient à livrer les migrants aux milices libyennes. Faïez Sarraj, le dirigeant du gouvernement soutenu

par la communauté internationale, n'est que le chef de l'une des bandes armées qui se disputent le pouvoir en Libye, et dont l'autorité se limite à l'ouest du pays, la Tripolitaine. Ces bandes armées détiennent les migrants dans des prisons surpeuplées, « avec une moyenne de 1,5 m² par personne », déplore Julien Raickman, chef de mission de Médecins sans frontières en Libye. Les migrants détenus y subissent tortures et sévices sexuels et sont réduits en esclavage.

Macron se présente comme un humaniste ouvert sur le monde, opposé aux gouvernements xénophobes italien et hongrois. En réalité, la France de Macron a accueilli moins de migrants que l'Italie, et Macron, comme les dirigeants italiens, aide le gouvernement de brigands libyens à empêcher les migrants de traverser la Méditerranée, les livrant ainsi à la prison et à la torture.

H. C.



Un bateau Sillinger.

Centres de rétention : de plus en plus inhumains

Trois tentatives de suicide la semaine dernière dans le centre de rétention de Coquelles, dans le Pas-de-Calais, illustrent dramatiquement le désespoir des migrants se heurtant à l'inhumanité des autorités.

Plus de 50 000 personnes sont enfermées chaque année – un nombre en augmentation – dans les centres de rétention administrative français où la contrôleur générale des lieux de privation de liberté note que « le recours aux chambres de mise à l'écart est susceptible de constituer un traitement inhumain et dégradant ». Or cette pratique, aux dires des détenus, est souvent

utilisée à Coquelles : « Parfois, lorsqu'on râle, on peut être amené à l'isolement durant trois jours avec juste un morceau de pain », dénonce l'un d'eux.

Ce sont de véritables prisons où le gouvernement, grâce à la récente loi Asile et immigration, enferme les réfugiés de plus en plus longtemps, la durée maximale étant passée de 45 à 90 jours de rétention. Or

même les juges sont obligés d'en faire libérer plus d'un tiers car leur rétention est abusive au vu des lois et circulaires qui criminalisent pourtant de plus en plus l'immigration.

Sur cette planète hérissée de frontières, les bourgeois se déplacent à loisir et ont toute liberté de faire circuler leurs capitaux, encouragés par les gouvernements. Mais pour les pauvres et les exploités du monde entier, la simple liberté de circulation reste à conquérir.

Lucien Déroit

Affaire(s) Benalla : c'est vraiment parti pour durer

Les spécialistes de séries télé connaissent *Les vertiges de la passion* : c'est la série la plus longue diffusée aux États-Unis, de 1952 à 2009, avec 15 762 épisodes. Voir l'intégralité des épisodes imposait que l'on ait de la chance sur le plan de l'espérance de vie. Va-t-on vers une longévité aussi exceptionnelle avec les aventures de Benalla ?

Le dernier épisode a été la publication des conclusions de l'enquête menée par la commission du Sénat qui conclut que Benalla – qui a passé une semaine sous les verrous avec son alter ego du 1^{er} Mai Vincent Crase – a menti comme un arracheur de dents. Mais surtout, d'après la commission

d'enquête, trois proches du président de la République ont eux aussi menti aux sénateurs : son directeur de cabinet, son secrétaire général et l'officier responsable du Groupe de sécurité du président. Et derrière eux c'est bien sûr Macron qui est visé.

Bref, au bilan des épisodes précédents : cinq enquêtes judiciaires sont désormais engagées contre Benalla, et d'autres suivront.

Le feuilleton est donc loin d'être terminé. Les mœurs et méthodes qui ont cours au sein de l'appareil d'État et à son sommet peuvent alimenter une longue série... au moins jusqu'à la fin de la présidence Macron.

B. S.

Fraude fiscale : UBS condamné... mais pas près de payer

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné la banque suisse UBS à 3,7 milliards d'euros d'amende mercredi 20 février pour démarchage bancaire illégal et blanchiment aggravé de fraude fiscale. Des peines de prison avec sursis et de lourdes amendes ont été aussi prononcées à l'encontre de cinq des six anciens cadres de la banque.

UBS est la plus grande banque de gestion de fortunes du monde. Cela implique un certain savoir-faire : entre autres démarcher de riches Français pour ouvrir des comptes illégaux en Suisse. La banque organisait des événements mondains pour attraper le poisson, guère farouche pour ce type de pêche il est vrai. L'enquête, ouverte en 2012 après les révélations d'un lanceur d'alerte, a porté sur les années 2004 à 2012. 38 000 comptes auraient été ouverts pour un montant de 10 milliards d'euros. Aucun

des riches fraudeurs français repentis ne s'est retrouvé sur la paille après l'aveu de posséder un compte UBS. Il suffisait de passer par la cellule de dégrèvement du fisc français, qui a récupéré 3,7 milliards d'euros cachés sur les comptes UBS, bien en dessous des sommes qui ruisselaient jusqu'en Suisse.

3,7 milliards, c'est le montant de l'amende infligée par le tribunal correctionnel de Paris à UBS et la somme a fait couler beaucoup d'encre. À lire les commentateurs, le verdict démontrerait que l'évasion fiscale, les paradis fiscaux,

en France en particulier, sont dans le collimateur et seront bombardés à boulets rouges jusqu'à ce que les banques et les riches deviennent vertueux, cessent de dérober à l'impôt des milliards et des milliards.

Le passé d'UBS démontre en quoi tout cela n'est qu'un conte pour enfant : en 2009 déjà, la banque suisse avait dû payer aux États-Unis 780 millions de dollars d'amende pour les mêmes délits. Rien ne dit quand UBS paiera ni même qu'elle paiera car, le verdict à peine prononcé, la banque a fait appel et relance donc pour des années encore la procédure juridique. La banque suisse joue donc la montre mais, comme chaque capitaliste l'apprend dans les langes, le temps c'est de l'argent.

Boris Savin

Algérie : une candidature qui déclenche la colère

L'élection présidentielle algérienne, prévue pour le mois d'avril, se présentait comme un non-événement, avec la très probable reconduction du président Abdelaziz Bouteflika. Mais l'annonce de la candidature pour un cinquième mandat de ce dirigeant pratiquement invalide a été la marque de mépris de trop, celle qui a provoqué dans toute l'Algérie une explosion de colère populaire.

À quelques jours de l'annonce de la candidature de Bouteflika, la vidéo d'un petit rassemblement réunissant une centaine de jeunes, scandant des slogans hostiles au régime, avait énormément circulé sur les réseaux sociaux. Le 16 février, des milliers de personnes ont manifesté à Kherrata, dans l'est. Puis, malgré les menaces et intimidations du gouvernement, un nouvel appel à manifester le vendredi 22 a circulé, rencontrant un écho inédit. Des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans tout le pays, à Annaba, Sétif, Béjaïa, à Oran et jusque dans le sud à Ouargla.

Parallèlement, tous les partis d'opposition se démarquaient des appels à manifester, craignant tout comme le pouvoir la mobilisation populaire, et voulant se montrer responsables. Mais à Alger, le 22 février, les manifestants bravaient l'interdiction en vigueur depuis 2001. Plusieurs cortèges ont sillonné la capitale en criant des slogans hostiles au régime : « Pas de cinquième mandat », « Système dégage », « Pouvoir assassin ! » et, visant aussi le frère du président qui apparaît comme celui qui dirige en coulisse : « Ni Bouteflika ni Saïd ». Avec « Ouyahia, dégage ! », le Premier ministre détesté pour sa politique d'austérité et son mépris envers les classes populaires était aussi pris pour cible. Alors que la police, invitée à fraterniser, intervenait très peu, les manifestations se sont poursuivies les jours suivants. Mardi 26 février, 65% des enseignants étaient en grève. Les étudiants de toutes les universités du pays ont massivement répondu aux appels à manifester. Dans

nombre de localités ils ont été rejoints par les lycéens et des jeunes des cités populaires. À Alger, le déploiement des forces de sécurité pour contenir les étudiants dans les facultés a échoué, ils ont rejoint le centre-ville d'Alger. Le mouvement devrait se poursuivre avec des appels pour le vendredi 1^{er} mars, et le 3 mars, jour du dépôt des candidatures.

Au pouvoir depuis vingt ans

Le fait est que Bouteflika est au pouvoir depuis 1999 et que, déjà âgé de bientôt 82 ans, il est malade et impotent, et n'a pas prononcé un mot en public depuis 2013, après avoir été victime d'un AVC. Lors de toutes les cérémonies officielles, il est représenté par un cadre où figure son portrait, devant lequel il faut s'incliner. Écœurée par ces mises en scène, une grande partie de la population a rebaptisé Bouteflika avec humour : « Abdel Cadre », « la momie », ou bien « le fantôme de Zeralda », du nom de son lieu de résidence.

Les différentes fractions du régime pensaient faire, avec la reconduction de Bouteflika, le choix de la continuité et de la stabilité. En tant que l'un des derniers survivants de la guerre d'indépendance, son passé de moujahid lui conférait une légitimité historique. Il apparaissait aussi comme celui qui avait mis un terme à la période terrible de la guerre civile des années 1990 qui vit s'affronter l'armée et les islamistes et fit plus de 100 000 morts. Mais aujourd'hui la simple décision de le reconduire au pouvoir dresse contre elle tous les mécontentements.

Dimanche 24 février, à



Adrar dans le sud du pays, l'accueil réservé à la délégation officielle, qui célébrait le double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et celui de la fondation du syndicat UGTA, en a été l'illustration. Les manifestants ont conspué aussi bien Bouteflika que le dirigeant de l'UGTA, Sidi-Saïd. Ce dernier a vanté le bilan du président, son rôle de sauveur ayant ramené la paix, puis a brandi la menace de la guerre civile en demandant : « Vous voulez qu'on revienne aux maisons et usines brûlées ? » Mais de tels discours n'ont visiblement plus d'effet.

Un profond mécontentement social

Dans ce pays de 42 millions d'habitants, 45% de la population est âgée de moins de 25 ans. La majorité n'a pas connu la violence de la décennie noire et n'a connu que le régime actuel. Bien qu'une grande partie de la jeunesse soit de plus en plus éduquée et diplômée, elle se heurte au chômage de masse, à la

précarité et aux bas salaires. Les stades, où se retrouve souvent une partie d'entre elle, sont devenus des lieux d'expression de la colère. On entend maintenant lors des matchs de football les jeunes entonner des chants contestataires qui dénoncent la misère grandissante, le mépris du pouvoir et la corruption. La candidature de Bouteflika sonne comme l'annonce que cette situation sociale, qui se dégrade et qui n'offre pas d'avenir, va se prolonger. Des stades, elle a fait déborder la colère dans la rue.

Les classes populaires algériennes paient en effet la crise au prix fort. Avec l'inflation et la dévaluation du dinar, elles sont confrontées à l'effondrement de leur pouvoir d'achat. Le salaire minimum équivalent à 130 euros ne permet pas de vivre. Après la résignation de ces dernières années, avec cette

contestation contre le cinquième mandat de Bouteflika, les bouches s'ouvrent et cela provoque espoir et enthousiasme. Partout des discussions s'enclenchent sur les injustices : « Où sont parties les richesses du pays ? Où est l'argent du pétrole ? Pourquoi une telle misère ? »

C'est une profonde colère sociale qui s'exprime ces jours-ci en Algérie et qui va bien au-delà de la question de la reconduction ou non de Bouteflika à la présidence. Le mot d'ordre contre le cinquième mandat fait aujourd'hui l'unanimité et rallie tous les mécontentements. Mais pour trouver une issue, la colère des classes populaires devra se traduire en objectifs concrets de lutte, contre des classes dirigeantes et un régime qui ne savent que leur faire payer les conséquences de la crise.

Leïla Wahda

Les partis d'opposition face à la contestation

Les partis qui s'opposent à Bouteflika sont des opposants de façade, qui pour certains ont participé au pouvoir, comme les islamistes du MSP ou les démocrates bourgeois du RCD, sans parler d'Ali Benflis qui fut Premier ministre. Louisa Hanoune, dirigeante du Parti des travailleurs, a apporté en permanence son soutien à Bouteflika au nom de la défense de la nation et de la stabilité. Elle demande un report des élections et

annoncera le 1^{er} mars si elle se présente. Le Front des forces socialistes (FFS) et le RCD appellent au boycott des élections, contrairement au MSP qui présente Abderrazak Makri.

S'ils espèrent que la contestation leur profitera, les uns et les autres s'en sont tenus à distance car ils veulent avant tout apparaître comme responsables vis-à-vis de la bourgeoisie algérienne et internationale.

L.W



Manifestation contre Bouteflika, vendredi 22 février.



JEANTY JUNIOR AUGUSTIN REUTERS

Manifestation dans les rues de Port-au-Prince, le 12 février 2019.

Haiti: le pays bloqué par l'opposition au président

Du 7 au 18 février, la vie était comme en suspens en Haïti. C'était la paralysie totale des activités: l'école, le commerce, le transport, l'administration publique et privée, les marchés publics, l'informel, etc. À l'appel des politiciens de l'opposition largement dominée par Lavalas, le parti de Jean Bertrand Aristide et ses transfuges comme Pitit Dessalines de Jean Charles Moïse, des centaines de milliers de personnes ont gagné les rues de la capitale, Port-au-Prince, et des grandes villes du pays, pour crier haut et fort la détérioration brutale de leurs conditions de vie et réclamer la démission immédiate du chef de l'État.

Outre les manifestations drainant la grande foule à l'échelle nationale, des barricades enflammées, des barrages routiers, des jets de pierres, des incendies de stations d'essence et de véhicules, des émeutiers attaquant certains entrepôts, magasins et supermarchés, sont venus renforcer le climat d'effervescence et de tension à Port-au-Prince et dans le reste du pays.

Cette mobilisation lancée par les partis de l'opposition et dénommée Opération pays lock (Opération pays bloqué) a démarré le 7 février avec des manifestations imposantes dans la capitale et les principales villes du pays pour réclamer une solution à la misère, de plus en plus féroce avec la dévaluation sans frein de la gourde, et la démission du chef de l'État. Le jour suivant, c'était le «lock down» jusqu'à la démission de ce dernier selon le mot d'ordre des leaders de l'opposition. Malgré la répression féroce, les manifestants n'ont pas décoléré et ont même augmenté en nombre de jour en jour. Ce flux de manifestants n'était pas étonnant: dans les transports en commun, dans les marchés, dans les usines, les travailleurs lancent des cris de désespoir. Sur les réseaux sociaux, les gens étalent leur misère.

Aggravation des conditions de vie

Depuis le début de l'année 2019, les conditions de vie de la classe ouvrière et des masses pauvres se sont brusquement dégradées. La dévaluation accélérée de la monnaie locale par rapport au dollar entraîne une hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires telles que le riz, le haricot, la farine, l'huile, etc. La population pauvre qui vivait déjà d'expédients est à bout de souffle. Manger un plat par jour relève du défi. Cette situation économique calamiteuse fait basculer également dans la misère un nombre croissant de petits bourgeois, de petits employés de la fonction publique mais aussi du privé, qui voient leur pouvoir d'achat s'effriter chaque jour davantage. Cette détresse de la population contraste avec l'appétit débordant des classes riches. Poussant leur cupidité toujours plus loin, les commerçants anticipent la dévaluation de la monnaie en augmentant démesurément les prix des produits de première nécessité; les patrons pressent les ouvriers pour leur extorquer un impôt que le gouvernement leur avait supprimé.

En même temps, du côté du chef de l'État et de sa

clique au pouvoir, c'est la course aux richesses. Gabegie, concussion, corruption, déficit budgétaire, tout est bon pour vider les caisses de l'État et garnir leurs comptes en banque. Un scandale de corruption chevauche un autre.

Le président de la République, les hommes d'affaires soutenant ce dernier, les officiels du gouvernement et les dirigeants du PHTK¹ ont eu la frousse pendant toute cette période. Des manifestants en colère ont tenté maintes fois de marcher vers la résidence du chef de l'État à Pélerin dans les hauteurs de Pétionville pour aller, disent-ils, le prendre au collet et le pousser à la démission. Ils ont été refoulés avec beaucoup de difficultés par la police. Depuis, le cortège présidentiel n'utilise plus de sirène et le président, dans la tourmente, quitte discrètement le palais.

Les principales ambassades ainsi que des ONG ont évacué massivement leur personnel. Le gouvernement étant dysfonctionnel, c'est la rue qui menait la danse pendant cette dizaine de jours qui ébranlèrent ce beau monde habituellement tranquille.

L'impérialisme américain qui fait et défait les présidents en Haïti n'a pas encore senti la nécessité de lâcher le président, craignant peut-être le pire après l'éviction de celui-ci. La crainte grandit également chez le président qui a fait une intervention publique après environ une semaine de mutisme. Le discours a été tourné en dérision par la population.

Cependant, après une semaine de mobilisations, la frousse se fait moins sentir car l'opposition, avec ses troupes de choc est en train de récupérer le mouvement de colère populaire.

Les partis d'opposition à la manœuvre

Pour avoir raison de Jovenel Moïse, l'opposition n'est pas à son premier coup d'essai et surfe sur tout ce qui peut provoquer de la colère contre le pouvoir comme les scandales de corruption genre Petrocaribe et l'aggravation de la misère.

Sous la houlette des politiciens de l'opposition, la colère s'est petit à petit dirigée exclusivement contre le chef de l'État dont ils veulent prendre la place. Les slogans dénonçant le système d'exploitation capitaliste et l'opulence d'une minorité, alors que la grande majorité croupit dans la crasse, font place à de simples appels à la démission du chef de l'État.

Mais avec l'opération «pays lock», après une semaine de blocage total de toutes les activités économiques dans les quartiers populaires, les habitants ont constaté que les politiciens de l'opposition avaient le même mépris pour eux. En les empêchant de sortir de leur quartier, par des barricades, par menaces, lapidation, voir en leur tirant dessus; c'était les plus pauvres qui étaient «lock», privés d'eau, de nourriture,

d'électricité, empêchés par la force d'aller travailler. Aucune initiative n'a été prise par l'opposition pour calmer leurs sbires. Ni pour même donner une possibilité ou des moyens de ravitaillement.

Les meneurs n'ont pas cherché à élargir la contestation en l'étendant à l'ensemble des classes exploitées. Ils ont préféré s'appuyer sur des groupes de choc des quartiers dont les actions se dirigeaient principalement contre les classes pauvres.

Les masses populaires sont en train de se rendre compte que si elles ont raison de se révolter pour faire entendre leurs revendications, elles doivent toutefois se méfier de toute cette cohorte de politiciens parasites et de leurs hommes de main qui, tout en prétendant être les défenseurs des pauvres, sont en réalité leurs ennemis et ne cherchent qu'à accéder à la mangeoire pour continuer à ripailler et à servir les mêmes possédants.

Correspondance de l'OTR (UCI)

1 PHTK: Parti au pouvoir sous la bannière duquel Jovenel Moïse avait été élu.

Parti haïtien *tête kalé* (tête chauve, surnom donné au président précédent Michel Marthelly, du fait de sa calvitie).



DIEU NALIO CHERY ASSOCIATED PRESS

Intervention des forces armées.

Brexit: la rhétorique change, pas le contenu

Plus ça change, plus c'est pareil : en à peine plus de deux semaines, les alliances, rivalités et surenchères politiciennes qui alimentent le Brexit depuis 32 mois, semblent s'être métamorphosées. Et pourtant, rien n'a vraiment changé.

D'abord, il y a eu les défections de neuf députés travaillistes et cinq conservateurs. Treize d'entre eux ont constitué un nouveau groupe parlementaire dit « Indépendant », pour le maintien dans l'Union Européenne (UE) au nom des « intérêts de l'économie nationale » – c'est-à-dire des aspirations formulées par les principales organisations patronales.

Le fait peut paraître symbolique dans un parlement qui compte 650 sièges, mais il n'est pas anodin. D'une part parce qu'il est rarissime : dans un système basé sur le bipartisme, ce genre d'opération est pour le moins risqué pour ceux qui s'y aventurent, à tel point qu'au cours du siècle écoulé, on n'en trouve qu'un seul autre cas ! Et d'autre part, parce que la constitution de ce groupe parlementaire,

aussi insignifiant soit-il, suffit à priver le gouvernement de Theresa May de la majorité d'une dizaine de voix dont il disposait jusqu'à présent – ce qui ne fait qu'aggraver la paralysie des institutions parlementaires britanniques face au Brexit.

Ce bouleversement dans l'arithmétique parlementaire a des conséquences sur bien d'autres plans.

Du côté de l'opposition travailliste, il ouvre la possibilité de mettre le gouvernement en minorité et de provoquer des élections anticipées. Du coup, le leader travailliste Jeremy Corbyn a abandonné sa position ambiguë vis-à-vis du Brexit, pour se prononcer en faveur d'un « vote du peuple » – autrement dit un deuxième référendum dans lequel l'électorat se verrait au moins offrir le choix d'annuler le vote de 2016. Ainsi

Corbyn espère-t-il parvenir, en s'appuyant sur le nouveau groupe parlementaire « Indépendant », à rallier les voix des dissidents du parti conservateur, pour faire tomber le gouvernement May.

Évidemment, ce dernier n'a pas tardé à mettre en place ses propres contre-feux. May, dont la politique depuis le début des négociations, vise à gagner les bonnes grâces de l'aile la plus réactionnaire de son parti – celle des partisans d'un Brexit dur – a brutalement viré de bord pour tenter de se gagner le soutien de l'aile pro-UE de son parti. C'est ainsi qu'après s'être arc-boutée depuis deux ans sur sa détermination de voir la Grande-Bretagne quitter l'UE au soir du 29 mars, la voilà qui promet de donner à la chambre des Communes la possibilité de se prononcer en faveur d'un sursis à cette échéance. Déclaration à laquelle les dirigeants de l'UE ont immédiatement répondu favorablement en ajoutant que la date butoir



pourrait même être repoussée jusqu'en décembre 2021, permettant ainsi aux négociations sur les futures relations commerciales entre l'UE et la Grande-Bretagne d'être menées à terme sans qu'il soit nécessaire de changer quoi que ce soit aux relations économiques existantes – ce que souhaite évidemment les grandes entreprises de part et d'autre.

Il va sans dire que ni les virevoltes de la classe politique ni ses obscurs calculs politiques, ne contribuent à rendre l'imbroglio du Brexit plus compréhensible pour la classe ouvrière britannique. Pendant que les médias spéculent sur les changements d'état d'âme de tel ou tel politicien plus ou moins en vue, ce que les travailleurs voient, c'est

l'annonce toute récente de la fermeture par Honda de son usine de Swindon, dans le sud du pays – avec la disparition de quelque 10 000 emplois directs et indirects – ou encore la décision de l'homme le plus riche du pays, Jim Ratcliffe, PDG du groupe chimique Ineos et promoteur notoire d'un Brexit « dur », d'aller s'installer à Monaco pour cause d'optimisation fiscale. Que ces deux événements aient un lien direct avec le Brexit n'est même pas le problème. Le fait est que l'« occasion fait le larron » et dans le chaos du Brexit, il est clair que les larrons se recruteront dans la bourgeoisie tandis que la population laborieuse n'aura plus qu'à payer la note de leurs juteuses opérations !

François Rouleau

Mille milliards de dollars : le cash du siècle (pour l'instant)

En 2018, les cinq cents plus grandes sociétés américaines ont dépensé la somme record de mille milliards de dollars pour racheter leurs propres actions. Toutes les grandes entreprises cotées procèdent à ce genre d'opération, partout dans le monde. En dix ans, Apple y a consacré 250 milliards de dollars, Exxon Mobil et Microsoft près de 100 milliards, etc.

Racheter ses propres actions permet d'en faire monter le cours, tout en en réduisant le nombre, augmentant ainsi le dividende. C'est donc tout simplement un moyen de distribuer de l'argent aux actionnaires.

Outre le profit normal, si l'on ose dire, généré par l'exploitation des travailleurs sur toute la planète, les entreprises américaines ont bénéficié l'an passé d'un important coup de pouce gouvernemental. Trump n'a pas seulement diminué les impôts sur les grandes entreprises, augmentant ainsi automatiquement leurs profits. Il leur a également permis de rapatrier sans frais les liquidités déposées dans les paradis fiscaux pour échapper à

l'impôt. Pour une entreprise comme Apple, cela représente des centaines de milliards de dollars. Quant aux sociétés qui ne disposent pas de suffisamment de cash pour racheter leurs actions, elles peuvent toujours emprunter aux banques pour le faire et satisfaire ainsi leurs actionnaires...

L'année 2018 se solde donc par un transfert de mille milliards de dollars vers les coffres de l'infime minorité des familles de capitalistes les plus riches, ceux qui détiennent des paquets d'actions des grandes entreprises américaines. Les profiteurs du système affirment que ce monceau de capital va s'investir dans de nouvelles entreprises,

aidant ainsi à créer de nouvelles richesses et de nouveaux emplois. C'est faux. Aujourd'hui, les capitalistes accroissent leurs fortunes en détruisant les emplois, en renforçant l'exploitation, en privatisant

les biens collectifs, en cannibalisant toute la société. Leur fortune s'accroît en même temps que le niveau de vie des classes travailleuses diminue et que la société régresse. Tout au plus ces mille milliards

volés aux prolétaires du monde entier contribueront à faire grimper la cote des tableaux de maître, à augmenter la longueur des yachts et le prix des grands crus classés.

Paul Galois

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 197 (février 2019) :

- Les gilets jaunes : l'expression d'une colère, la recherche d'une perspective
- Le référendum d'initiative citoyenne, nouvelle illusion réformiste
- Grande-Bretagne : le chaos du Brexit
- Portugal : un gouvernement anti-austérité plébiscité par le patronat
- Irak : une révolte contre une situation intenable
- Rosa Luxemburg : socialiste, révolutionnaire, internationaliste

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.



1918-1919 : la grippe espagnole, produit de la guerre

Le 29 septembre 1918, un paquebot quitte les États-Unis pour Brest, avec 9 000 soldats destinés à renforcer l'offensive finale contre l'Allemagne. Dès le début de la traversée, une épidémie attaque les hommes, qui présentent de fortes fièvres et une inflammation massive des poumons, crachent abondamment du sang, se déshydratent et tombent dans l'inconscience. On patauge dans le sang et les vomissures des cales aux ponts supérieurs, partout les malades gémissent et crient de terreur, frappés par ce qu'on va appeler la grippe espagnole.

À l'arrivée, une semaine plus tard, il y a à bord 2 000 malades et déjà 90 morts, des chiffres qui doubleront dans la semaine qui suit. Trois mois plus tard, le même virus aura ravagé la planète entière, affecté plus d'un quart de l'humanité et tué 100 millions de personnes selon les estimations les plus récentes. C'est plus que les deux guerres mondiales réunies. Le paquebot portait un nom prédestiné, *Léviathan*, ce monstre marin capable, selon la mythologie, d'anéantir le monde.

Mais l'origine de l'épidémie est assez banale : une simple grippe saisonnière probablement partie de Chine, ayant transité durant l'hiver 1918 sur les divers continents. La guerre qui fait alors rage en Europe lui a donné toutefois une ampleur particulière. Ainsi, en juillet 1918, le commandant en chef allemand Ludendorff se plaint que la grippe, qui cloue sur leurs paillasses 900 000 soldats, l'empêche de les envoyer au front. L'épidémie semble reculer au cours de l'été lorsque, brutalement, elle se transforme en un monstre meurtrier digne des grandes pestes du Moyen Âge.

Un phénomène rare facilité par la guerre

Le mécanisme biologique qui a abouti à cette

transformation est la recombinaison antigénique, qu'on peut considérer comme la résultante d'un accouplement entre deux virus.

Ce phénomène de recombinaison entre virus est rarissime. Il ne peut exister spontanément que dans le cadre d'un bouillon de culture viral massif... ce que lui offre à la mi-1918 la folie de la guerre impérialiste. Bien sûr, on ne saura jamais précisément où a eu lieu la transformation du virus de la grippe saisonnière en grippe espagnole, mais les historiens suspectent des lieux de concentrations humaines particulières, parmi lesquelles le port d'Étaples sur la Manche. Choisie comme base arrière par l'armée britannique et lieu de transit vers le front, cette petite ville du Pas-de-Calais, qui compte actuellement moins de 20 000 habitants, vit alors passer jusqu'à 100 000 hommes par jour, 2 millions pouvant s'y croiser à certains moments. Étaples a d'ailleurs été le site d'une importante mutinerie en septembre 1917. Son hôpital militaire de 23 000 lits était si infect que des blessés demandaient à repartir au front avant même la cicatrisation de leurs blessures. La grippe espagnole y explose entre septembre et novembre 1918, passant de l'hôpital aux casernements, puis aux



Un dessin humoristique d'époque.

camps de prisonniers allemands nombreux autour du site. Elle se répand dans les villages voisins où vit le personnel français de la base et sur les bateaux ramenant sur tous les continents les régiments coloniaux de l'Empire britannique.

Une contagion à l'échelle de la planète

Car si la guerre se déroule surtout sur des champs de bataille européens, elle implique des forces provenant de toute la planète. La grippe espagnole n'a qu'à emprunter les voies de dissémination que la guerre lui offre. Chaque mouvement de troupe apporte une nouvelle vague de l'épidémie qui aborde jusqu'aux rivages les plus reculés. Pour ne prendre qu'un exemple des plus improbables, les Samoa occidentales, des îles de l'océan Pacifique, perdent ainsi 25 % de leur population. À l'autre bout de la terre, des villages inuits d'Alaska sont rayés de la carte. Les troupes américaines débarquant en septembre 1918 à Arkhangelsk, en Russie du Nord, pour

combattre la révolution bolchevique, y apportent le virus en même temps que leurs mitrailleuses. Rentrée également par l'ouest, la grippe espagnole fait sans doute en quelques mois plus de deux millions de morts en Russie, parmi lesquels le chef du jeune État soviétique Iakov Sverdlov, qui meurt à 34 ans, en 1919.

En plus du rôle joué dans la dispersion de l'épidémie, la guerre est la première responsable de son impact meurtrier en lui offrant des populations affaiblies, affamées, déjà souvent victimes des maladies de la misère. La grippe espagnole a parfois été caractérisée de « démocratique » parce qu'elle a atteint des mendiants et des rois, notamment Alphonse XIII d'Espagne, d'où le nom injustifié par ailleurs donné à l'épidémie. Si la barrière de classe n'empêche rien, la mort est loin de frapper riches et pauvres à égalité. À Paris, 25 % des femmes mortes de la grippe à l'automne 1918 sont des servantes ; à New York, le taux de décès est inversement proportionnel

à la taille des logements. La combinaison de la grippe et de la tuberculose sévissant dans les couches populaires des grands pays industriels est si meurtrière que des historiens font de la pandémie grippale de 1918 une des causes du recul du bacille de Koch ! Dans des régions misérables de l'Asie, on risque 30 fois plus de mourir de la grippe qu'en Europe occidentale. Les États-Unis et le Royaume-Uni perdent environ 0,5 % de leur population, le bilan étant au moins dix fois plus lourd en Inde : 18 millions de morts recensés, peut-être le double en fait.

La grippe espagnole est un enfant sauvage de la guerre et de la misère impérialistes. Son histoire illustre quels dangers mortels le capitalisme pourrissant peut faire courir à l'humanité. L'amélioration de l'hygiène, la révolution sanitaire de la vaccination puis celle des antibiotiques ont certes permis une augmentation significative de la durée de vie moyenne au 20^e siècle, en tout cas dans les pays développés. Mais l'organisation de la société prive en grande part l'humanité des bienfaits de la science et de la médecine. Aujourd'hui, la plus grande partie de la planète vit dans des conditions d'hygiène déplorables, souvent sans même un accès à l'eau potable. Les campagnes de vaccination se heurtent à la misère des mégapoles du tiers-monde, aux guerres innombrables qui jettent sur les chemins des millions d'êtres humains affamés et affaiblis, autant de cibles privilégiées des virus et des bactéries. Jaurès disait que le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Il peut être aussi porteur de catastrophes sanitaires.

Hugues Jackson



Les malades de la grippe espagnole au camp militaire de Fort Riley, aux États-Unis.

PSA Peugeot Citroën : bénéfices record et salaires bloqués

La direction de PSA a annoncé mardi 26 février un bénéfice de 3,3 milliards d'euros, en augmentation de 40 % par rapport à celui déjà record de l'an dernier de 40 %. Carlos Tavares, le PDG du groupe en a profité pour prétendre qu'il en faisait profiter tous les salariés en annonçant une prime « d'intéressement et de performance » d'un montant de 3 810 euros.

En fait, l'annonce de cette prime relève de la manipulation. D'abord, Tavares additionne la prime d'intéressement et la prime « Gilet jaune », d'un montant de 600 euros pour les travailleurs gagnant moins de 35 900 euros bruts annuels. Cela ne fait déjà plus que 3 210 euros qui sont en réalité brut, donc auxquels il faut soustraire 9 % de CSG/CRDS. On tombe alors à 2 900 euros pour 100 % de présence car le moindre arrêt maladie vient les amputer. On est bien loin du chiffre annoncé en grande pompe par Carlos Tavares sur une radio de grande écoute.

Ce bel effet d'annonce n'a pas convaincu les travailleurs. D'ailleurs plusieurs centaines de travailleurs des usines de Valenciennes, Hordain,

Charleville et Metz Borny ont tenu à débrayer plusieurs heures à l'appel de la CGT et de FO pour réclamer de véritables augmentations de salaire. Cela fait bien longtemps que l'on n'avait pas vu des débrayages sur les salaires et c'est positif pour l'avenir.

Car le bénéfice record de 2018 n'a pas empêché la direction de proposer une augmentation générale de 1,7 % avec un minimum de 30 euros net par mois. À peine un euro par jour alors que les actionnaires vont se goinfrer à hauteur de 700 millions d'euros !

Et c'est sans compter les 8 600 intérimaires du groupe qui sont exclus de la prime d'intéressement et qui ne vont même pas tous toucher les 30 euros nets d'augmentation générale alors que sans eux, aucune

voiture ne sortirait des chaînes de production.

Alors prime ou pas prime, cela ne fait pas le compte pour les salaires, d'autant que la direction vient d'annoncer la fermeture des usines de Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis et d'Hérimoncourt, près de Sochaux, ainsi que la poursuite de sa politique de réduction d'effectifs parce qu'elle appelle des « départs volontaires » et des

départs en préretraite non remplacés. Elle souhaite atteindre les 1 900 suppressions d'emplois pour cette année.

Les bénéfices de PSA sont obtenus en imposant une exploitation plus intense déjà difficilement supportable, mais aggravée encore d'heures supplémentaires à répétition, de samedis et de dimanches travaillés tout au long de l'année, et en réduisant le nombre

des salariés. L'intérêt de tous les travailleurs est de prendre le contre-pied de tout ce qu'impose le patron.

De véritables augmentations de salaire, ainsi que le maintien de tous les postes et l'embauche des intérimaires, en partageant le travail entre tous, sont des nécessités vitales pour tous. Les bénéfices passés et présents de PSA peuvent largement les assurer.

Correspondant LO



Débrayage à PSA Borny

PSA Hérimoncourt : non à la fermeture de l'usine

800 personnes ont manifesté à Hérimoncourt samedi 23 février, salariés de l'usine PSA menacée de fermeture et habitants de la commune au coude à coude.

Toute la population est touchée par l'annonce de PSA qui veut transférer l'activité de recyclage d'Hérimoncourt – qui emploie 200 travailleurs – à l'usine de Vesoul à 80 km de là.

À l'annonce surprise de la fermeture de l'usine, les travailleurs s'étaient mis en grève spontanément. Et le 11 février, une première manifestation avait rassemblé 400 personnes.

La mairie de cette commune de 3 700 habitants avait voulu faire du samedi 23 une journée ville morte, pour dire avec l'intersyndicale « non au transfert, non à

la mutation ».

Depuis l'annonce de PSA, l'ambiance est tendue dans l'usine, le travail se fait au ralenti malgré la pression de la hiérarchie pour pousser les travailleurs à produire. D'ailleurs, si la direction a tenté de recruter des volontaires pour mettre une équipe de nuit, elle vient d'y renoncer.

Elle a aussi recruté une

cinquantaine d'intérimaires et prévoit de faire travailler des samedis, ce qui bien entendu, ne rencontre pas plus l'approbation des travailleurs.

L'annonce par PSA de profits record pour 2018 conforte les travailleurs de l'usine d'Hérimoncourt dans leur refus de se faire voler leur emploi ou de faire 170 kilomètres aller-retour,

soit deux heures trente de trajet par jour, pour aller travailler à Vesoul.

Une fleuriste présente à la manifestation résumait bien, dans la presse locale, le sentiment général et la détermination des manifestants : « tout ça pour une histoire de sous... mais on sera là jusqu'à ce que PSA cède ».

Correspondant LO

Ford : le grand capital à l'œuvre, l'État complice

Lundi 25 février, Ford a refusé la deuxième proposition de reprise de son site de Blanquefort par l'entreprise belge Punch, officialisant ainsi le licenciement des 850 ouvriers de l'usine. Ce même jour, l'État, par la voix du ministre Bruno Le Maire, rejetait l'idée d'une nationalisation même temporaire du site et annonçait avoir créé un « groupe de travail » pour sa réindustrialisation, une manière classique d'accompagner la fermeture d'une usine.

Le constructeur automobile sacrifie donc près de 900 emplois directs, 3 000 avec les emplois induits. Ford a fait plus de 7 milliards de dollars de profits en 2017. Il en veut plus et pour cela réorganise ses sites de production à l'échelle du globe.

Dans cette fermeture,

l'État a une nouvelle fois montré à quoi il sert. Après le premier refus de l'offre de reprise par Punch, en décembre, Macron et Le Maire ont crié à la trahison. La comédie a continué le 25 février, après le rejet de la deuxième offre. Et il était de notoriété publique qu'elle avait encore

moins de chances d'aboutir. Là, Le Maire s'est déclaré « indigné »... Pendant des semaines, le gouvernement a voulu faire croire à l'opinion publique qu'il était soucieux du sort des travailleurs. Il était surtout soucieux de son image. Mais cette posture, relayée par les politiciens locaux et par certains syndicats, a dans les faits aidé Ford, en contribuant à semer l'illusion que l'État pouvait faire quelque chose pour les travailleurs.

De même, pendant des semaines, Le Maire a affirmé qu'il n'écartait pas la possibilité d'une nationalisation temporaire de l'usine. Mardi 26 février, les ministres ont mis cartes sur

table. Après Le Maire et son groupe de travail, Griveaux a déclaré qu'il ne croyait pas que la « nationalisation soit la réponse à cette situation » et que, si l'État doit s'occuper « de l'emploi aussi », c'est en aidant « à la reconversion des salariés et à la réindustrialisation du site ». Bref, comme d'habitude, l'État accompagnera les travailleurs... vers Pôle emploi.

Mardi 26 février, plus de 250 ouvriers se sont réunis en assemblée générale aux portes de l'usine. Si certains s'accrochaient encore au groupe de travail mis en place par le gouvernement pour la réindustrialisation, d'autres défendaient l'idée

qu'il fallait faire modifier le PSE pour qu'il soit plus avantageux. Ford n'en a pas fini avec les travailleurs. Ceux qui ont besoin d'un emploi, qui n'auront que quelques mois de salaire en indemnisation après des années d'exploitation, comme ceux qui partent en préretraite avec 70 % du salaire brut, ont tout intérêt à se mobiliser pour défendre leur peau, que ce soit pour obtenir plus d'argent ou pour imposer la garantie d'un travail. Contre les requins comme Ford, contre le gouvernement complice, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur lutte collective.

Correspondant LO



Échos des entreprises

Fast and Furious

Bolloré, le directeur général de Renault, a annoncé qu'il voulait mettre en route le programme Fast. Il a expliqué qu'il veut que le groupe devienne souple et agile, pour se mettre à l'électrique.

À le voir sautiller comme ça, on se demande s'il n'a pas mis les doigts dans la prise ?

Renault - Cléon

Plus on est nombreux, plus on est forts

La direction a annoncé qu'une partie de la production du futur véhicule sera produite en République Tchèque. Toyota a pratiqué de la même manière au Japon il y a 20 ans, quand l'annonce a été faite aux ouvriers japonais qu'une partie de la production de voitures faite au Japon le serait désormais en France.

Alors, plutôt que de voir en nos collègues tchèques des concurrents comme le souhaiterait la direction, on aurait intérêt à les considérer comme des alliés, pour obtenir ensemble des augmentations de salaire, des embauches... et garantir nos emplois par un rapport de force plus large, de part et d'autre des frontières.

Toyota - Onnaing

On pourrait en rire

Il aura fallu seize ans, une nouvelle direction, de la patience et surtout qu'on ne lâche pas, pour qu'enfin la décision de retirer de pauvres rehausses de 5 cm soit prise, afin d'abaisser deux machines au bobinage. Ce n'était pas bien difficile pourtant !

Combien d'autres choses nous sont imposées juste parce que ce n'est pas jugé suffisamment important ! Alors, il n'y a pas de raison de se laisser impressionner. C'est nous qui utilisons le matériel, c'est nous qui savons ce qui est le mieux pour nous !

Bourgogne électronique
Dijon

Les raisons de la galère

8 762 emplois ont été supprimés à la Sécu en cinq ans. Vu l'augmentation du rythme de travail on est (mal) payés pour le savoir...

Puisqu'ils le disent...

La Cnaf s'est associée à la production d'une série télévisée « la famille Tout-écran », pour avertir des risques de l'hyper connectivité. Mais nous aussi, on est scotchés aux écrans toute la journée pour le boulot.

Faut-il comprendre que la direction nous recommande une cure de désintoxication ? En attendant, n'hésitons pas à multiplier les pauses !

Sécurité sociale - Bourges



Dans un bloc opératoire.

Hôpital de Bicêtre - Val-de-Marne : les infirmières font bloc

Mercredi 20 février, les infirmières du bloc opératoire commun présentes ce matin-là ont refusé, à une vingtaine, de se mettre au travail et n'ont pas bougé de la salle de repos pendant près de trois heures, malgré les injonctions du directeur de l'hôpital venu sur place. C'était la deuxième fois en une semaine qu'elles faisaient bloc en refusant de travailler. Cela s'inscrit dans un bras de fer lié au manque d'effectifs.

Alors qu'il manque une dizaine de postes, d'après la direction elle-même, et que l'effectif est réduit à une quarantaine, deux infirmiers partis en formation n'ont pas été ensuite réaffectés au bloc de Bicêtre, contrairement à leur souhait, ainsi que deux autres collègues. Les infirmières ont donc réclamé ces quatre collègues dont elles ont bien besoin.

Par ailleurs, la direction a rendu les heures supplémentaires permanentes pour les infirmières, avec un tableau à remplir au volontariat. Lasses de réclamer en vain des embauches et sachant que de toute façon la surcharge de travail pèsera sur elles, la plupart se disent : « Autant être payées » et acceptent de s'inscrire. Mais le paiement de ces heures supplémentaires ne

vient pas et les infirmières ont beau réclamer leur dû, le retard se prolonge depuis novembre.

Face au mécontentement des infirmières, la direction a, dans un premier temps, fait la sourde oreille comme d'habitude, puis elle a cru pouvoir jouer de son autorité. Mais cela n'a pas marché.

Pendant le premier débrayage, les cadres se tenaient aux côtés de la direction. Mais lors du deuxième, six jours plus tard, sous la pression de l'équipe, ils sont restés aux côtés des infirmières en colère. Plusieurs infirmières ont pris la parole pour montrer à la direction qu'elles ne se laissaient pas impressionner et qu'elles étaient déterminées. Jeudi 21 février, la quasi-totalité

des infirmières inscrites sur le tableau d'heures supplémentaires s'en sont retirées.

Le lendemain, la direction annonçait que les deux collègues partis en formation revenaient au bloc de Bicêtre. C'était bien la moindre des choses mais il avait fallu frapper fort pour l'obtenir.

Quant au reste, rien de nouveau. Aucune embauche en perspective, même pas en intérim, faute d'argent, selon la direction. Néanmoins, les infirmières mobilisées ont la satisfaction et la fierté d'avoir agi ensemble. Même si elles mesurent la difficulté de faire bouger les choses, elles se sentent plus soudées qu'avant.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent

Assistants maternelles en colère

Début février, à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO, une vingtaine d'assistantes maternelles des Côtes-d'Armor se sont retrouvées devant la préfecture de Saint-Brieuc pour protester contre le projet de réforme de l'assurance chômage du gouvernement Macron.

Ce projet risque de nous mettre encore plus dans la précarité. En effet, nous travaillons généralement pour plusieurs employeurs en CDI, à raison d'un contrat par enfant. Quand un de ces contrats se termine, soit par départ à l'école

soit par déménagement de la famille, nous pouvons nous inscrire à Pôle emploi afin de percevoir un complément de revenu, plus ou moins équivalent à la perte de salaire due au contrat terminé, et cela, jusqu'à ce que nous retrouvions un nouveau contrat.

C'est ce dispositif qui est dans le collimateur du gouvernement car il estime que nous ne sommes pas au chômage puisque nous continuons de travailler avec nos autres contrats.

Mais il faut savoir que, dans la zone rurale de

Guingamp, un contrat c'est en moyenne une trentaine d'heures par semaine, ce qui représente environ 300 euros par mois puisque le salaire horaire dans la région avoisine les 2,90 euros net. Alors, enlever un contrat à une assistante maternelle gardant trois enfants, c'est faire que son salaire passe d'un peu plus de 1 000 euros à environ 700 à 800 euros par mois.

Le risque est donc de voir un certain nombre d'assistantes maternelles cesser leur activité faute d'un revenu suffisant - c'est déjà le

cas - de voir une recrudescence du travail au noir et surtout de voir bon nombre de parents-employeurs, et ils sont deux millions en France, sans solution de garde pour leur enfant étant donné le manque de places en crèche ou l'absence de crèches.

Cette mobilisation nous a permis de nous connaître, de rompre notre isolement et de décider de rester vigilantes pour ne pas subir une nouvelle dégradation de nos conditions de travail.

Gwenaëlle

Derichebourg - Toulouse : des travailleurs en colère

L'entreprise Derichebourg est un sous-traitant important d'Airbus : plusieurs centaines de salariés interviennent chaque jour sur tous les sites Airbus. Ils sont tractoristes, mécaniciens, électriciennes, logisticiens, inspecteurs qualité, coordinateurs... sur les chaînes d'assemblage des avions, dans les services Supports, aux Essais en vol, au Centre de livraison... Et c'est sans compter les intérimaires, très nombreux.

Les conditions de travail sont loin d'être au top. Là où trois salariés Airbus étaient utiles, aujourd'hui il y a 1 à 1,5 sous-traitant, d'où une pression importante. En plus, certains des véhicules qu'ils doivent utiliser sont complètement déglingués comme au Centre de livraison ou bien aux Essais en vol. L'hiver, il leur arrive de devoir travailler en hauteur en plein froid, parce que les halls sont réservés en priorité aux avions dont Airbus a la charge ; ou encore, il n'y a absolument pas de poste prévu pour une ouvrière enceinte. Résultat : « On est poussée à la démission ».

Concernant les salaires, ils sont bas. Début février, plusieurs salariés, outrés que « après 4 années de bénéfices record, le patron ne propose que 1,2 %

d'augmentation dans le cadre des NAO » et « en l'absence d'actions syndicales concrètes » ont décidé de créer un collectif « en colère ». Un tract a circulé. Ils revendiquent 50 euros pour tous, la prime Macron égale à 1000 euros, un nouveau calcul pour les primes d'intéressement et de participation de façon qu'elles soient versées tous les ans, et le paiement des heures de grève.

Le 12 février, le collectif a appelé à se retrouver devant le siège social à Blagnac, soutenu par le syndicat UNSA. Malgré le fait qu'ils soient très dispersés dans l'usine, près de 150 travailleurs étaient au rendez-vous. Le patron a reçu deux représentants « en colère » mais il n'a pas donné suite à leurs revendications.

Ils ont donc appelé à un autre jour de grève, mardi 19 février, toujours soutenus par le syndicat UNSA. Là, le portail du siège était cadenassé et une trentaine de vigiles avec des chiens les attendaient ! Après discussion, ils ont décidé de se rendre à l'entrée principale d'Airbus, au rond-point La Crabe, afin de populariser leur mouvement.

Jeudi 21 février, le patron, qui ne veut plus recevoir des représentants « en colère », a fait de nouvelles propositions aux syndicats. Des miettes qui n'ont satisfait personne, mis à part quelques syndicalistes. Aussi vendredi 22 février, à l'appel du collectif « en colère » et du syndicat UNSA, ils se sont retrouvés de nouveau



au rond-point La Crabe en distribuant des tracts aux salariés qui rentraient, salués par des « Bon courage », « Vous avez raison ». Des gilets jaunes étaient venus les soutenir ainsi que des

militants CGT d'Airbus.

En tout cas, leur patron, qui s'est fendu d'un courrier où il vante sa politique salariale, vient de recevoir un premier camouflet.

Correspondant LO

Caisses d'allocations familiales : situation désastreuse

Dans de nombreuses CAF (Caisses d'allocations familiales), les employés sont submergés par la quantité de travail supplémentaire occasionnée par la hausse de la prime d'activité annoncée par Macron en décembre 2018. Ce déluge de dossiers est loin d'être compensé par du renfort de personnel.

13 000 dossiers supplémentaires sont à étudier. À Nancy, il y a huit jours de retard, comme à Paris.

Pour faire face à cet afflux, la Caisse nationale indique avoir mis 400 CDD à la disposition des CAF. Cela ne fait pas le compte. Quant à leur formation, elle est plutôt de quelques heures sur un coin de table, ce qui est loin d'être efficace. Les familles s'indignent du temps d'attente, et parfois sont déçues, pensant avoir droit à la prime d'activité, ignorant qu'il est tenu compte de l'ensemble des revenus du foyer.

Quant aux employés des CAF, ils croulent sous le travail mais ne bénéficient pas au départ de la prime Macron. La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a finalement annoncé avoir débloqué une enveloppe de dix millions pour l'ensemble des employés des organismes de Sécurité sociale. Cela fait une prime de 66 euros brut par personne. Dernièrement, elle a fait une nouvelle offre, 200 euros net pour le quart des employés, ceux aux revenus les plus modestes. Mais c'est tous les mois qu'il les faudrait.

Les jours de grève proposés par les syndicats ont été bien suivis, surtout à Bordeaux, et des débrayages ont eu lieu à la CAF de Rennes récemment.

Correspondant LO

Ascoval - Saint-Saulve : à Vallourec de payer

Depuis que les actionnaires de Vallourec ont décidé de se débarrasser de l'aciérie Ascoval, à Saint-Saulve dans le Nord, il y a plus de cinq ans, les travailleurs sont baladés de projet de reprise mensonger en projet de reprise bidon.

Le dernier avatar, c'est le groupe Altifort, un repreneur fantôme, dont les dirigeants n'ont même pas amené les premiers 10 millions d'euros sur les 35 qu'ils avaient promis. Par contre, comme à chaque fois, les subventions étaient au rendez-vous. 47 millions d'argent public auraient été fournis aux actionnaires d'Altifort, 25 millions de l'État, 12 de la Région et 10 de Valenciennes Métropole.

Aujourd'hui, les 280 travailleurs d'Ascoval qui restent se retrouvent une nouvelle fois menacés de rejoindre les rangs des chômeurs.

Le gouvernement et les politiciens locaux font semblant d'être choqués, comme Xavier Bertrand, président (ex-LR) de la région Hauts-de-France. Comme si c'était la première fois que cela se produisait, comme si ce

n'était pas le fonctionnement habituel de la société, comme si ce n'était pas ainsi que le capitalisme avait fabriqué six millions de chômeurs.

Les politiciens et certains syndicalistes ont fait miroiter une « solution industrielle » qui aurait pu contenter tout le monde et sauver les emplois... Ce genre de capitalisme n'existe que dans les mensonges de ceux qui font profession de lanterner les travailleurs.

En revanche, il existe des capitalistes en chair et en os et aux poches pleines, comme ceux de Vallourec, principal responsable de la situation d'Ascoval. C'est à eux de payer pour protéger les travailleurs, leurs familles et tous ceux dont la vie dépend de l'usine de Saint-Saulve.

Correspondant LO



Trois millions et demi de foyers ont perçu la prime d'activité le 5 février, date du premier versement de cette prime depuis la refonte de son mode de calcul, soit 700 000 de plus qu'en décembre. Les employés travaillent d'arrache-pied dans toutes les CAF et beaucoup font des heures supplémentaires le samedi matin.

Dans les accueils, les allocataires font la queue pour s'informer de leurs droits ; les espaces numériques sont surchargés. Les demandes

de prime d'activité sont traitées en priorité, laissant à plus tard les dossiers des autres prestations. À Bordeaux, le stock retard de toutes les prestations s'élève à dix jours (temps nécessaire pour traiter ces dossiers, avec tout le personnel, les guichets et le téléphone fermés), en Seine-Saint-Denis, c'est plutôt onze semaines. À Saint-Denis, la surcharge est telle que la caisse n'accepte même plus de recevoir des mails. À la CAF d'Ille-et-Vilaine,

Ehpad – Bavilliers : aux petits soins pour les banquiers

Mercredi 20 février, le personnel du Centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) du Chênois, à Bavilliers, dans le Territoire de Belfort, était appelé à la grève par la CGT, soutenue par la CFDT. Les grévistes se sont rassemblés devant le « Château » de l'administration pour protester contre les nouvelles organisations des services, non seulement sans effectif supplémentaire, déjà cruellement insuffisant, mais en continuant à supprimer des postes.

Le Chênois, Ehpad public du département et unité de soins de longue durée, est en cours de transfert dans de nouvelles constructions. 270 résidents sur les 400 hébergés viennent d'emménager dans les premiers bâtiments ouverts. La direction, qui est désormais commune à celle de l'Hôpital Nord Franche-Comté,

ainsi que l'ARS, ont alors imposé une réorganisation de tous les services, en cherchant à rentabiliser au maximum les effectifs en supprimant quinze postes d'aides-soignantes et cinq d'infirmières.

Cette réorganisation a provoqué une aggravation des conditions de travail, rendues épuisantes pour

C'est le personnel qui est lessivé...

Vendredi 15 février, nos collègues de la Blanchisserie ont débrayé pour protester contre les conditions de travail que la direction veut leur imposer. Entre le travail du week-end généralisé au lieu d'être au volontariat et les horaires

de semaine encore plus décalés, la coupe est pleine ! Pour la direction il s'agit de leur faire traiter de plus en plus de linge sans mettre pour autant des effectifs à la hauteur des besoins. Pas question de laisser faire !

Bulletin – CHU Rouen



le personnel et indignes pour les résidents. Les aides-soignantes peuvent tout juste faire des toilettes bâclées, des douches rarement. À deux pour 18 résidents ayant besoin d'aide au repas, il faudrait l'expédier en cinq minutes. Les infirmières, deux le matin et le soir sur trois étages, pour 90 patients, déments en majorité, doivent courir sans arrêt sans pouvoir leur prêter attention. Le ménage, beaucoup plus important qu'avant, ne peut pas être assuré quotidiennement dans ces nouvelles chambres même avec le renfort d'entreprises extérieures. Des familles l'ont fait après douze jours de délaissement.

Le jour de la grève, la colère dans les services était bien visible et affichée. Lors

du rassemblement auquel ont participé une cinquantaine d'agents, certains assignés, plusieurs en repos ou en congés, le mépris sans bornes à l'égard des résidents a aussi été dénoncé. L'un d'eux s'est indigné de ce qu'ils doivent payer pour l'hébergement en étant plus « maltraités » dans leurs nouveaux locaux : 2 000 à 2 500 euros par mois, et ils viennent de subir une nouvelle augmentation de 160 euros.

À la fin des prises de parole, le directeur général venu rencontrer une délégation n'a su que redire : « Il n'est pas prévu d'embaucher. »

Mais alors, où passe l'argent ? Aux 100 000 euros par an qui contribuent à financer le Pôle logistique (blanchisserie, cuisine)

commun avec l'hôpital, dès 2019 il s'en ajoute un million destiné au financement des « investissements » dans les bâtiments neufs pour lesquels l'État n'a rien déboursé. Et en 2020, quand ils seront tous ouverts, les annuités atteindront 1,5 million d'euros pour rembourser les banques qui ont prêté l'argent nécessaire. Les caisses du CHSLD public sont pillées pour rembourser les banquiers, c'est pourquoi il reste de moins en moins d'argent pour soigner dignement les résidents.

Après cette journée réussie, de nouveaux préavis de grève et des manifestations sont prévus pour obtenir des embauches et desserrer l'étau des financiers.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

La liste Lutte ouvrière aux élections européennes

Contre le grand capital, le camp des travailleurs



Lors des élections européennes du 26 mai prochain, Lutte ouvrière présentera une liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier. Sur le site de Lutte ouvrière, nos lecteurs trouveront :

- Une vidéo de nos deux camarades présentant notre campagne

- Une présentation de nos candidats

- Nos positions politiques sur l'Europe, le protectionnisme, la mondialisation capitaliste, etc.

- Un appel à la souscription, pour nous aider à financer cette campagne.

Sur notre site figure également une liste de nos réunions publiques. Vous les retrouverez sous l'onglet En régions.

Meeting à Paris

avec **Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier**
Vendredi 29 mars à 20h30

Grande salle de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor - Paris 5^e
Entrée libre

Réunions publiques

avec **Nathalie Arthaud**
Château-Thierry

Samedi 2 mars à 15 heures

82, rue du Village Saint-Martin

Annecy

Mercredi 6 mars à 19 heures

Maison Aussédât/Salle Nizier - 7, rue de la Providence

Champhol (près de Chartres)

Jeudi 7 mars à 20 heures

Espace Jean Moulin - 22, rue Jean-Moulin

Troyes

Vendredi 8 mars à 20 heures

Hôtel du Petit-Louvre - 1, rue Linard-Gonthier

Dole

Samedi 9 mars à 18 heures

Pavillon des Arquebusiers

avec **Jean-Pierre Mercier**

Valenciennes

Samedi 2 mars à 17h30

Centre social et culturel de la Briquette
29, rue de Champagne, à Marly

Le Creusot

Vendredi 22 mars à 18 heures

Salle de la Mouillelongue

Mulhouse

Samedi 23 mars à 16h30

Lerchenberg - 11, rue du Cercle

Venezuela :

L'impérialisme américain poursuit son offensive

Les derniers jours de février ont été marqués par la tentative des États-Unis de faire passer un convoi humanitaire, contenant vivres et médicaments, depuis la Colombie et le Brésil, en direction d'un Venezuela affamé. Mais l'armée chaviste en a bloqué le passage.

Sans surprise, les médias, globalement anti-chavistes, ont pu reprendre leur refrain contre le président Maduro, affameur de son peuple. Mais les États-Unis avaient une tout autre ambition : faire passer triomphalement le convoi avec à son bord le président autoproclamé, Juan Guaido, la marionnette choisie par le vice-président des États-Unis, Michael Pence.

Les États-Unis affichent un souci humanitaire soudain vis-à-vis de la population du Venezuela alors que, depuis 2017, l'administration Trump multiplie les manœuvres pour étrangler le régime chaviste, l'empêcher de redresser son économie et donc de ravitailler la population.

Même les représentants des Nations unies qui gèrent des convois humanitaires

sur toute la planète, et la Croix-rouge, se sont émus de cet usage de l'humanitaire pour la cause de Washington, qui n'a rien d'humanitaire puisqu'il s'agit de reprendre le contrôle d'un pays que les États-Unis considèrent comme appartenant à «leur» Amérique, comme toute l'Amérique latine.

Depuis l'arrivée de Chavez au pouvoir, en 1998, les États-Unis tentent de faire tomber son régime. En 2002, Washington avait accompagné un coup d'État, contre-carré par la mobilisation de la population et de l'armée. L'année suivante, la droite et le patronat recommençaient en s'appuyant sur PDVSA, compagnie nationale gérant le pétrole, principale richesse du pays. Mais là encore, ce fut un fiasco et le pétrole tomba sous le contrôle

des chavistes qui se servirent de la rente pétrolière pour faire fonctionner leur administration mais aussi mener des missions sociales en direction des plus déshérités, ce qui leur donna un appui dans les quartiers populaires, à opposer à la pression impérialiste.

Ces missions furent pour l'essentiel un succès tant que le prix du pétrole s'élevait. Mais les mécanismes mis en place par les dirigeants chavistes pour assurer leur fonctionnement étaient viciés. L'économie du Venezuela importe de l'extérieur tout ce qu'elle ne produit pas, aliments, médicaments et le reste. Un système de crédits subventionnés censés assurer l'intendance des missions fut dès le début gangrené par la corruption.

Les chavistes en charge s'en servirent pour spéculer sur les taux de change ou pour détourner les marchandises vers le marché noir. Cela conduisit à un gigantesque détournement de la rente pétrolière, alimentant une caste de corrompus

où les militaires se sont taillé la part du lion.

Chavez, dans la dernière période de sa vie, mit l'accent sur un prétendu «socialisme du 21^e siècle», mais rien ne fut fait pour entamer le pouvoir de la bourgeoisie. C'est d'ailleurs pourquoi le procès actuel fait au socialisme chaviste est ridicule. Les chavistes ne contrôlent que 30% de l'appareil économique et 70% restent aux mains de la bourgeoisie qui, de son côté, n'est pas avare de spéculation et de corruption.

Quand le prix du baril s'est effondré, les chavistes se sont retrouvés dans une situation que d'autres dirigeants politiques vénézuéliens avaient dû affronter. Sauf qu'ils n'ont pas reçu le soutien des instances bourgeoises internationales, la fameuse «communauté» qui, face aux chavistes, s'est rangée derrière Trump et Guaido. Macron y compris. Ainsi, la banque d'Angleterre a gelé les avoirs, et les États-Unis ont mis sous séquestre les résultats de Citgo, filiale

nord-américaine de PDVSA, ce qui finance maintenant la tentative de reconquête de Guaido.

Reste un problème que les adversaires du régime chaviste peinent à résoudre : l'attitude de l'armée. La promesse d'une amnistie ne donne pas le résultat espéré auprès des hauts cadres de l'armée bénéficiaires du régime. Pour l'instant, l'armée reste derrière Maduro.

Quant aux travailleurs et aux exploités qui souffrent des pénuries, ils n'ont rien à espérer d'un Guaido. Si lui, les politiciens qui l'appuient et les privilégiés qu'ils représentent revenaient à la tête du pays, leur programme, dicté par Washington, est tout tracé : remettre entre les mains des multinationales les richesses naturelles, pétrole, or et autres, ce qui ne laisse aucune place aux intérêts des classes exploitées. Les Guaido toucheront leur part du pillage, mais les travailleurs n'obtiendront que ce qu'ils arracheront par leurs luttes.

Jacques Fontenoy